

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2003 — 1363

[C — 2003/14093]

24 MARS 2003. — Loi modifiant la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route et la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 8, § 5, de la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 1°, a), les mots « supérieure à » sont remplacés par les mots « n'excédant pas »;

2° dans le 3°, les mots « ou § 4, 1°, b) » sont remplacés par les mots « , au § 4, 1°, b) ».

Art. 3. A l'article 11, § 1^{er}, de la même loi, les mots « 1° a d'abord suivi les cours organisés par le Ministre ou par les organismes que le Roi agréé à cet effet; » sont remplacés par les mots « 1° a d'abord suivi les cours organisés par le Ministre ou son délégué ou par les organismes que le Ministre agréé à cet effet; ».

Art. 4. L'article 12, § 1^{er}, de la même loi est complété comme suit :

« 11° les conditions d'agrément des organismes chargés de l'organisation des cours. »

Art. 5. A l'article 15, alinéa 1^{er}, de la même loi, le mot « exclusivement » est inséré entre les mots « l'article 3, 1° et 2°, » et « à l'intérieur des frontières de la Belgique. ».

Art. 6. A l'article 18 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Le Roi peut fixer un délai pendant lequel les licences de transport national et les licences de transport communautaire qui ont fait l'objet d'un retrait ne peuvent plus être à nouveau délivrées. »

Art. 7. A l'article 25 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de veiller à l'application de la réglementation communautaire en matière de transport de choses par route, de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution. » sont remplacés par les mots « de rechercher et de constater les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution. »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant : « Le Roi peut conférer la qualité d'officier de police judiciaire à des agents, individuellement désignés à cet effet, qui appartiennent à l'une des catégories visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 8. A l'article 26 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « les locaux uniquement affectés à l'habitation sont exclus de l'application de cette disposition. » sont remplacés par les mots « toutefois, ils ne peuvent pénétrer dans les locaux habités, que s'ils sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire et qu'avec l'autorisation préalable du juge au tribunal de police; les visites dans les locaux habités doivent être effectuées entre huit et dix-huit heures, conjointement par deux agents au moins. »;

2° le § 2, 3°, et le § 3, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 3. Les agents visés à l'article 25 peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° prendre l'identité de tout transporteur, donneur d'ordre, chargeur et auxiliaire de transport ainsi que de tout loueur et de toute personne pratiquant la location-financement d'un véhicule et interroger ces personnes.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2003 — 1363

[C — 2003/14093]

24 MAART 2003. — Wet tot wijziging van de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg en de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 8, § 5, van de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse tekst van 1°, a), worden de woorden « supérieure à » vervangen door de woorden « n'excédant pas »;

2° in de Franse tekst van 3°, worden de woorden « ou § 4, 1°, b) » vervangen door de woorden « , au § 4, 1°, b) ».

Art. 3. In artikel 11, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden « 1° eerst de cursussen heeft gevolgd die worden georganiseerd door de Minister of door de instellingen die de Koning daartoe erkent; » vervangen door de woorden « 1° eerst de cursussen heeft gevolgd die worden georganiseerd door de Minister of zijn gemachtigde of door de instellingen die de Minister daartoe erkent; ».

Art. 4. Artikel 12, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 11° de voorwaarden tot erkenning van de met het organiseren van de cursussen belaste instellingen. »

Art. 5. In artikel 15, eerste lid, van dezelfde wet, wordt het woord « uitsluitend » ingevoegd tussen het woord « verrichten » en de woorden « binnen de Belgische grenzen. »

Art. 6. Artikel 18 van dezelfde wet, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidende :

« § 2. De Koning kan een termijn bepalen gedurende welke de vergunningen nationaal vervoer en de vergunningen communautair vervoer die het voorwerp van een intrekking zijn geweest, niet opnieuw kunnen worden afgegeven. »

Art. 7. In artikel 25 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « met het toezicht op de toepassing van de communautaire regeling betreffende het vervoer van zaken over de weg, van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten. » vervangen door de woorden « met de opsporing en de vaststelling van de inbreuken op deze wet en op haar uitvoeringsbesluiten. »;

2° het artikel wordt aangevuld als volgt : « De Koning kan de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie verlenen aan bij naam aangewezen ambtenaren die tot één van de in het eerste lid bedoelde categorieën behoren. »

Art. 8. In artikel 26 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « de lokalen uitsluitend bestemd voor bewoning vallen buiten het toepassingsgebied van deze bepaling. » vervangen door de woorden « tot de bewoonde lokalen hebben zij evenwel enkel toegang wanneer zij met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie zijn bekleed en wanneer de rechter in de politierechtbank daartoe vooraf toestemming heeft verleend; de bezoeken in de bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur en door minstens twee ambtenaren gezamenlijk geschieden. »;

2° de bepalingen onder § 2, 3°, en § 3, worden vervangen als volgt :

« § 3. De in artikel 25 bedoelde ambtenaren mogen voor het volbrengen van hun opdracht :

1° elke vervoerder, opdrachtgever, verlader en tussenpersoon in het vervoer, alsook elke verhuurder en leasinggever van een voertuig, identificeren en verhoren.

Le contrôle d'identité et l'interrogatoire sont limités aux personnes dont les agents peuvent raisonnablement présumer qu'elles exercent les activités précitées ou dont ils estiment l'audition nécessaire pour l'exercice de leur mission; l'interrogatoire doit porter sur des faits dont la connaissance est utile à l'exercice de leur mission;

2° se faire produire, sans déplacement, pour prendre connaissance, tout livre, registre, document, disque, bande ou tout autre support d'information et en prendre des extraits, des copies, des impressions ou des listages ou se faire fournir ceux-ci sans frais par les personnes visées au 1°.

Les agents ne peuvent se faire produire que des pièces nécessaires à leurs recherches et constatations;

3° convoquer à une audition les personnes visées au 1°.

§ 4. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 2, tout service de l'Etat, les Communautés et les Régions, les provinces, les communes, les associations de communes et tout service des institutions publiques qui en dépendent, ainsi que toute personne privée doivent, à la demande des agents visés à l'article 25, fournir tout renseignement, leur présenter toute pièce ou les leur fournir en copie, sans frais, à l'exception des pièces et des renseignements protégés par un secret professionnel légal et à l'exception de ceux relatifs aux procédures judiciaires, lesquels ne peuvent être donnés qu'avec l'autorisation du procureur général.

Les parquets et les greffes des cours et tribunaux doivent, à la demande des agents visés à l'article 25, alinéa 3, présenter ou fournir en copie, sans frais, tout arrêt ou jugement susceptible de les intéresser dans le cadre de leurs missions.

§ 5. Les agents visés à l'article 25, alinéa 3, peuvent saisir, contre récépissé, les objets visés au § 3, 2° ainsi que tout objet pouvant servir à déterminer les avantages patrimoniaux, biens, valeurs ou revenus visés à l'article 42, 3°, du Code pénal.

Les agents ne peuvent saisir que ce qui est nécessaire pour prouver une infraction ou pour rechercher les coauteurs ou complices des contrevenants.

§ 6. Les agents visés à l'article 25, alinéa 3, ont accès en permanence, uniquement dans le cadre de leurs missions, aux informations enregistrées dans le casier judiciaire, telles que déterminées à l'article 593 du Code d'instruction criminelle.

Le Roi fixe les conditions d'accès des agents visés à l'article 25, alinéa 3, aux autres banques de données qu'il détermine.

§ 7. Les agents visés à l'article 25 sont tenus de s'assister mutuellement. »

Art. 9. L'article 27, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Excepté en cas d'application des articles 32 et 33, les agents visés à l'article 25 recherchent les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution; ils constatent ces infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. »

Art. 10. L'article 35 de la même loi est complété par le paragraphe suivant :

« § 5. Les tribunaux de police connaissent des infractions visées à l'article 36. »

Art. 11. A l'article 36, 11°, de la même loi, les mots « aux articles 26, § 2, et 28. » sont remplacés par les mots « à l'article 26, §§ 2, 3 et 4, et à l'article 28. »

Art. 12. L'article 37 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 37. § 1^{er}. Sont punis, conformément aux dispositions pénales visées à l'article 35, §§ 1^{er} et 2 :

1° selon le cas, le donneur d'ordre, le commissionnaire de transport ou le commissionnaire-expéditeur si, au moment de la conclusion du contrat de transport de choses soumis à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution, ils ont omis, même par défaut de prévoyance et de précaution, de s'assurer que la copie de la licence de transport requise a été délivrée pour le véhicule automoteur utilisé;

2° le chargeur si, préalablement à l'exécution d'un transport de choses soumis à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution, il a omis, même par défaut de prévoyance et de précaution, de s'assurer que la lettre de voiture requise a été établie.

De identiteitscontrole en het verhoor zijn alleen toegestaan bij personen van wie de ambtenaren redelijkerwijze kunnen vermoeden dat zij bovengenoemde werkzaamheden uitoefenen of wier verhoor zij nodig achten voor de uitvoering van hun opdracht; de ondervraging mag alleen betrekking hebben op feiten waarvan de kennisname dienstig is voor de uitvoering van hun opdracht;

2° zich, zonder verplaatsing, alle boeken, registers, documenten, schijven, banden of andere informatiedragers ter inzage doen voorleggen, alsook uittreksels, afschriften, afdrukken, uitdraaien of kopieën ervan nemen of zich deze gratis laten verstrekken door de in 1° genoemde personen.

De ambtenaren mogen zich alleen de stukken doen overleggen die zij voor hun opsporingen en vaststellingen nodig hebben;

3° de in 1° genoemde personen oproepen voor een verhoor.

§ 4. Onverminderd de bepalingen van het tweede lid, moeten alle diensten van de Staat, de Gemeenschappen en Gewesten, de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en alle diensten van de openbare instellingen die ervan afhangen, alsook alle private personen, aan de in artikel 25 bedoelde ambtenaren, op hun verzoek, alle inlichtingen geven en hen alle stukken voorleggen of gratis verstrekken in afschrift, met uitzondering van stukken en inlichtingen die beschermd worden door een wettelijk beroepsgeheim en met uitzondering van stukken en inlichtingen betreffende gerechtelijke procedures, welke alleen mogen gegeven worden met toestemming van de procureur-generaal.

De parketten en de griffies van de hoven en rechtbanken moeten aan de in artikel 25, derde lid, bedoelde ambtenaren, op hun verzoek elk arrest of elk vonnis dat in het kader van hun opdrachten van belang kan zijn, overleggen of gratis in afschrift verstrekken.

§ 5. De in artikel 25, derde lid, bedoelde ambtenaren mogen alle in § 3, 2° genoemde zaken tegen ontvangstbewijs in beslag nemen, alsook alle zaken die kunnen dienen voor de vaststelling van de in artikel 42, 3°, van het Strafwetboek bepaalde voordelen, goederen, waarden of inkomsten.

De ambtenaren mogen alleen beslag leggen op hetgeen noodzakelijk is om een inbreuk te bewijzen of om de mededaders of medeplichtigen van de overtreders op te sporen.

§ 6. De in artikel 25, derde lid, bedoelde ambtenaren hebben steeds en uitsluitend in het kader van hun opdrachten toegang tot de in het Strafrechtregister opgenomen gegevens zoals bepaald in artikel 593 van het Wetboek van Strafvordering.

De Koning stelt de voorwaarden vast waaronder de in artikel 25, derde lid, bedoelde ambtenaren toegang hebben tot de andere gegevensbanken die hij bepaalt.

§ 7. De in artikel 25 bedoelde ambtenaren moeten elkaar bijstaan. »

Art. 9. Artikel 27, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Uitzonderd bij toepassing van de artikelen 32 en 33, sporen de ambtenaren bedoeld in artikel 25 de inbreuken op deze wet en op haar uitvoeringsbesluiten op; ze stellen die inbreuken vast door middel van processen-verbaal die bewijskracht hebben zolang het tegendeel niet is bewezen. »

Art. 10. Artikel 35 van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 5. De politierechtbanken zijn bevoegd voor de in artikel 36 bedoelde inbreuken. »

Art. 11. In artikel 36, 11°, van dezelfde wet, worden de woorden « de artikelen 26, § 2, en 28. » vervangen door de woorden « artikel 26, §§ 2, 3 en 4, en artikel 28. »

Art. 12. Artikel 37 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

« Art. 37. § 1. Worden, overeenkomstig de in artikel 35, §§ 1 en 2 bedoelde strafbepalingen gestraft :

1° volgens het geval, de opdrachtgever, de vervoercommissionair of de commissionair-expéditeur indien zij, op het ogenblik van het sluiten van de overeenkomst voor het vervoer van zaken waarop deze wet en haar uitvoeringsbesluiten van toepassing zijn, hebben nagelaten, zelfs door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg, zich ervan te vergewissen dat de kopie van de vervoervergunning voor het gebruikte motorvoertuig werd afgegeven;

2° de verlader indien hij, vóór de uitvoering van een vervoer van zaken waarop deze wet en haar uitvoeringsbesluiten van toepassing zijn, heeft nagelaten, zelfs door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg, zich ervan te vergewissen dat de vereiste vrachtbrief werd opgemaakt.

§ 2. Le donneur d'ordre, le chargeur, le commissionnaire de transport ou le commissionnaire-expéditeur sont punis, conformément aux dispositions pénales visées à l'article 35, §§ 1^{er} et 2, s'ils ont donné des instructions ou posé des actes ayant entraîné :

- 1° le dépassement des masses et dimensions maximales autorisées des véhicules;
- 2° le non-respect des prescriptions relatives à la sécurité du chargement des véhicules;
- 3° le non-respect des prescriptions relatives aux temps de conduite et de repos des conducteurs de véhicules;
- 4° le dépassement de la vitesse maximale autorisée des véhicules.

§ 3. Le titulaire du certificat ou de l'attestation de capacité professionnelle qui n'a pas dirigé effectivement et en permanence, même par défaut de prévoyance ou de précaution, les activités de l'entreprise visées à l'article 3, 1° et 2°, conformément aux dispositions de l'article 10, est puni conformément aux dispositions pénales visées à l'article 35, §§ 1^{er} et 2.

§ 4. Le transporteur, le donneur d'ordre ou le commissionnaire de transport sont punis, conformément aux dispositions pénales visées à l'article 35, §§ 1^{er} et 2, s'ils ont offert, exécuté ou fait exécuter un transport moyennant un prix abusivement bas.

Par « prix abusivement bas », on entend un prix insuffisant pour couvrir à la fois :

- les postes inéluctables du prix de revient du véhicule, notamment l'amortissement ou le loyer du véhicule, son entretien et le carburant;
- les coûts découlant des obligations légales ou réglementaires, notamment en matières sociale, fiscale et de sécurité;
- les coûts découlant de l'administration et de la direction de l'entreprise. »

Art. 13. L'article 38, § 1^{er}, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er}, le Roi peut décider que l'article 6 de la Convention CMR précitée n'est pas applicable aux transports nationaux de choses par route qu'il détermine. »

Art. 14. A l'article 39 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au § 2, les 1° et 2° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° de sa propre initiative ou à la demande du Ministre, donner à ce dernier un avis motivé sur toute question relative au transport de choses par route et notamment en ce qui concerne :

 - la collaboration entre les différents services de contrôle;
 - un rapport socio-économique, à établir annuellement par le service public fédéral qui a les transports routiers dans ses attributions, concernant le secteur du transport rémunéré de choses par route;

2° introduire auprès du ministre, une proposition motivée visant à former une action en cessation, fondée sur l'article 97, point 17 ou 18, de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur. »;

2° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'exercice de ses fonctions, la commission peut se documenter auprès des greffes des cours et tribunaux et auprès de toute personne privée ou de toute personne de droit public. »

Art. 15. A l'article 97 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, seizième rubrique, le numéro « 15. » est remplacé par le numéro « 16. »;
- 2° l'article est complété comme suit :

« 17. l'exercice de la profession de transporteur de choses ou de personnes par route sans être titulaire des licences et autorisations de transport requises.

18. le non-respect des prescriptions relatives aux temps de conduite et de repos des conducteurs de véhicules. »

Art. 16. La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

§ 2. De opdrachtgever, de verlader, de vervoercommissiounair of de commissiounair-expediteur worden, overeenkomstig de in artikel 35, §§ 1 en 2, bedoelde strafbepalingen, gestraft indien zij instructies hebben gegeven of daden hebben gesteld die hebben geleid tot :

- 1° de overschrijding van de toegelaten massa's en afmetingen van de voertuigen;
- 2° de niet-naleving van de voorschriften betreffende de veiligheid van de lading van de voertuigen;
- 3° de niet-naleving van de voorschriften betreffende de rij- en rusttijden van de bestuurders van voertuigen;
- 4° de overschrijding van de toegestane maximumsnelheid van de voertuigen.

§ 3. De houder van het getuigschrift of bewijs van vakbekwaamheid die, zelfs door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg, de in artikel 3, 1° en 2° bedoelde werkzaamheden van de onderneming niet daadwerkelijk en permanent heeft geleid overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, wordt gestraft overeenkomstig de in artikel 35, §§ 1 en 2, bedoelde strafbepalingen.

§ 4. De vervoerder, de opdrachtgever of de vervoercommissiounair worden, overeenkomstig de in artikel 35, §§ 1 en 2, bedoelde strafbepalingen, gestraft indien zij een vervoer hebben aangeboden, verricht of laten verrichten, tegen een ongeoorloofd lage prijs.

Onder « ongeoorloofd lage prijs » dient te worden verstaan een prijs die onvoldoende is om tegelijkertijd te dekken :

- de niet te vermijden posten van de kostprijs van het voertuig, in het bijzonder de afschrijving of de huur van het voertuig, het onderhoud ervan en de brandstof;
- de kosten voortvloeiende uit wettelijke of reglementaire verplichtingen, in het bijzonder sociale, fiscale en veiligheidskosten;
- de kosten voortvloeiende uit het bestuur en de leiding van de onderneming. »

Art. 13. Artikel 38, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van de bepalingen van het eerste lid, kan de Koning beslissen dat artikel 6 van bovengenoemd CMR-Verdrag niet van toepassing is op de nationale transporten van zaken over de weg die hij bepaalt. »

Art. 14. In artikel 39 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, worden de bepalingen onder 1° en 2° vervangen als volgt :

« 1° uit eigen beweging of op verzoek van de Minister, aan deze laatste een gemotiveerd advies geven over elke kwestie in verband met het vervoer van zaken over de weg en in het bijzonder over :

 - de samenwerking tussen de verschillende controlediensten;
 - een sociaal-economisch verslag betreffende de sector van het vervoer van zaken over de weg tegen vergoeding dat jaarlijks moet worden opgemaakt door de federale overheidsdienst die het wegvervoer onder zijn bevoegdheid heeft;

2° bij de minister een gemotiveerd voorstel indienen met betrekking tot het instellen van een vordering tot staking, gegrond op artikel 97, punten 17 of 18, van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument. »;

2° § 2 wordt aangevuld als volgt :

« Voor het volbrengen van zijn functies mag de commissie zich documenteren bij de griffies van de hoven en rechtbanken, alsook bij elke private persoon of elke publiekrechtelijke persoon. »

Art. 15. In artikel 97 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid, zestiende rubriek, wordt het nummer « 15. » vervangen door het nummer « 16. »;
- 2° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« 17. de uitoefening van het beroep van ondernemer van vervoer van zaken of van personen over de weg, zonder houder te zijn van de vereiste vervoervergunningen en -machtigingen.

18. de niet-naleving van de voorschriften betreffende de rij- en rusttijden van de bestuurders van voertuigen. »

Art. 16. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue de sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) *Session ordinaire 2001-2002.*

Chambre des représentants.

50-1880 : N° 1 : Projet de loi.

Session ordinaire 2002-2003.

Chambre des représentants.

50-1880 : N°s 2-3 : Amendements. — N° 4 : Rapport. — N° 5 : Texte adopté par la commission. — N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 19 et 20 février 2003.

Sénat.

2-1498 : N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants. — N° 2 : Rapport. — N° 3 : Texte adopté en séance publique et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 13 mars 2003.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 24 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 2001-2002.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

50-1880 : Nr. 1 : Wetsontwerp.

Gewone zitting 2002-2003.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

50-1880 : Nrs. 2-3 : Amendementen. — Nr. 4 : Verslag. — Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissies. — Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 19 en 20 februari 2003.

Senaat.

2-1498 : Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Nr. 2 : Verslag. — Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 13 maart 2003.

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2003 — 1364

[S - C - 2003/21084]

**1^{er} AVRIL 2003. — Arrêté royal qualifiant
Mademoiselle Claire Coombs Princesse de Belgique**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 113 de la Constitution;

Voulant donner un témoignage public de Notre haute bienveillance à Mademoiselle Claire Coombs, à l'occasion de son prochain mariage avec Notre Fils bien-aimé, le Prince Laurent;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans les actes publics et privés qui la concernent, Mademoiselle Claire, Louise Coombs sera qualifiée Princesse de Belgique à la suite des noms qui lui sont propres.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 12 avril 2003.

Art. 3. Notre Premier Ministre et Notre Ministre des Affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Affaires étrangères,
L. MICHEL

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2003 — 1364

[S - C - 2003/21084]

**1 APRIL 2003. — Koninklijk besluit dat de titel
van Prinses van België verleent aan Mejuffrouw Claire Coombs**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 113 van de Grondwet;

Willende een openbare blijk van Onze hoge welwillendheid geven aan Mejuffrouw Claire Coombs, naar aanleiding van haar aanstaande huwelijk met Onze welbeminde Zoon, Prins Laurent;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de openbare en private akten die haar aanbelangen draagt Mejuffrouw Claire, Louise Coombs de titel van Prinses van België. Die titel volgt op haar eigen namen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 12 april 2003.

Art. 3. Onze Eerste Minister en Onze Minister van Buitenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL